

DAVID, Charles-Philippe et LEGAULT, Albert (sous la direction de). *Les leçons du conflit yougoslave : des politiques de sécurité à redéfinir*. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1994, 224 p.

Loïc Lemeilleur

Volume 26, numéro 3, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703507ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703507ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemeilleur, L. (1995). Compte rendu de [DAVID, Charles-Philippe et LEGAULT, Albert (sous la direction de). *Les leçons du conflit yougoslave : des politiques de sécurité à redéfinir*. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1994, 224 p.] *Études internationales*, 26(3), 626–628.
<https://doi.org/10.7202/703507ar>

gouvernement avec l'argent des contribuables canadiens. Il ne faut donc pas s'étonner que la presse le critique. Les gouvernements coupent les subventions et le monde universitaire est appelé à protester auprès de tels gouvernements en vue de «sauver» l'avancement de la science. Si le Conseil des Arts a omis, ou oublié de d'évaluer le texte avant publication, comme est-il possible que deux éditeurs universitaires fassent la même chose?

Ce n'est pas de cette façon que le Canada aide à une «meilleure compréhension» du drame yougoslave dont le parti pris est évident. Le Conseil des Arts, les éditeurs des Universités McGill et de Queen's songent-ils aussi à éditer des versions bosniaque et croate du drame yougoslave pour rétablir une bienveillante neutralité à l'égard des parties impliquées?

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

Les leçons du conflit yougoslave : des politiques de sécurité à redéfinir.

DAVID, Charles-Philippe et LEGAULT,
Albert (sous la direction de).
Québec, Centre québécois de relations
internationales, 1994, 224 p.

Depuis 1989, le mode de l'équilibre bipolaire issu de la Seconde Guerre mondiale a dû baisser pavillon sans que, toutefois, aucune structure alternative ne se soit imposée. Le conflit yougoslave illustre dramatiquement les dangers générés par cette situation. Dans cette période de re-composition, toutes les initiatives méritent alors une attention particulière. Cet ouvrage collectif, publié par le

CQRI, constitue les actes d'un colloque tenu à Québec au début du printemps 1994. Contenant des exposés fort précis portant sur le développement du conflit en ex-Yougoslavie, il propose également une piste de réflexion intéressante pour appréhender l'évolution des relations internationales : la théorie des régimes. L'engouement que celle-ci a suscité en Amérique du Nord rendait inévitable son introduction dans la littérature francophone. La définition retenue est celle adoptée par Krasner en 1983 : «Les régimes internationaux comprennent un ensemble de principes implicites ou explicites, de normes, de règles et de processus décisionnels, où convergent les attentes à l'intérieur d'un domaine donné des relations internationales.» Peut-on dès lors concevoir un régime de sécurité collective? Dans son exposé introductif, le professeur Charles-Philippe David y parvient tout en étant conscient des obstacles d'une telle réalisation. Le reproche d'avoir cédé à un effet de mode ne peut cependant être totalement occulté, les différents auteurs étant restés sceptiques quant à la pertinence pratique de cette théorie. En effet, la tragédie yougoslave montre que la sécurité internationale demeure le domaine privilégié des intérêts nationaux, même s'ils sont exprimés dans des forums multilatéraux.

La première des trois parties de l'ouvrage s'ouvre sur un article d'Albert Legault, Isabelle Desmartis, Julie Fournier et Charles Thumerelle. Leur étude consiste à tester le système contemporain de sécurité collective à l'aune de la théorie des régimes. Les résultats, sous forme de tableaux explicites, illustrent l'intérêt non seulement heuristique, mais aussi pédagogique du recours à cette théorie. Puis,

Stanislav Kirschbaum expose les diverses causes des conflits, en insistant opportunément sur l'un des risques majeurs du monde contemporain : le conflit d'origine ethnique. Ce rappel est précieux dans la perspective de la prévention des crises. Quant à la gestion des conflits, Josiane Tercinet en montre la complexité : son article sur l'évolution des liens entre l'humanitaire et le militaire à l'occasion de la crise yougoslave illustre la démission politique des puissances occidentales. Leurs intérêts vitaux n'étant pas en jeu, elles ont préféré soigner les conséquences de la crise plutôt que de s'attaquer à ses causes. Cette première partie se termine donc sur une note pessimiste quant à l'émergence d'un régime de sécurité collective.

La deuxième partie est consacrée au rôle joué par certaines organisations internationales dans la gestion de cette crise. Loin de présenter une convergence d'intérêts des États, ce qui permettrait l'émergence d'un régime de sécurité collective, les deux articles montrent la persistance des divergences nationales. Après une provocation loin d'être gratuite – armer l'ONU ! – le professeur Chapal analyse les diverses techniques qui ont été utilisées sous les auspices des Nations Unies. Il prône une réforme des dispositions obsolètes de la Charte et il conclut, inévitablement, à « (...) l'absence de volonté des États d'agir pour mettre fin au conflit » (p. 117). Pour sa part, Jean-François Guilhaudis conseille de relativiser la portée de la crise en ex-Yougoslavie. Il va alors jusqu'à affirmer, adaptant la logique kantienne de la valeur pédagogique de la guerre-repoussoir, que cette crise « a facilité, non retardé l'évolution du dispositif

occidental » de sécurité (p. 131), notamment en renforçant la nécessité du pilier européen pour l'Alliance.

La troisième partie expose les politiques suivies par quatre États pendant le déroulement de la crise. Le professeur David explique les différents fondements de la stratégie de procrastination calculée adoptée par les États-Unis. Que ce soit sous l'administration Bush ou sous celle de Clinton, la réaction de la première puissance mondiale reste subordonnée à l'existence d'intérêts nationaux vitaux. En l'occurrence, le gendarme du monde, auto-proclamé en 1990-91, a préféré temporiser, en espérant que la crise se résolve d'elle-même. Ayant un standing international à affirmer, la Russie a également eu un comportement dont les implications intérieures n'étaient pas absentes en privilégiant les propositions diplomatiques dont Rémi Hyppia estime qu'elles ont « (...) évité l'aggravation de la crise » (p. 181). Autre allié traditionnel de la Serbie, la France s'est caractérisée, elle aussi, par une grande activité diplomatique, laquelle s'adressait non seulement aux parties en conflit, mais aussi à la communauté internationale tout entière. Les différentes initiatives françaises révèlent en effet la tendance de Paris à la multilatéralité. Fort de cette constatation, Daniel Colard met en exergue la volonté française d'instaurer une sécurité européenne sur le continent européen. En dernier lieu, le major général Robert Gaudreau, dénonçant le manque de considération dont sont l'objet les soldats canadiens participant à la FORPRONU, avertit que le Canada « (...) va sans doute changer son approche de bon samaritain pour une approche

où les intérêts nationaux revêtiront une plus grande importance que par le passé» (p. 213). Voilà qui ne nous rapproche pas de cette convergence d'intérêts qui fonderait l'émergence d'un régime de sécurité collective.

Ces développements extrêmement détaillés offerts par les différents intervenants se révèlent incontournables. Il est certain que les études futures sur le conflit yougoslave accorderont à ces travaux la place qu'ils méritent. Il paraît donc d'autant plus regrettable que les conclusions de cet ouvrage n'en aient pas tiré profit pour confronter la théorie des régimes à l'épreuve des faits. Une remise en cause de la pertinence de ce concept théorique dans un domaine tel que la sécurité internationale – domaine dans lequel les intérêts étatiques priment l'idéalisme et incitent au pragmatisme – reste à entreprendre.

LOÏC LEMEILLEUR

*Chercheur à l'Espace Europe
Université Pierre Mendès-France, Grenoble*

EUROPE

Le partenariat régional face au libre-échange. Un choix décisif pour l'Europe et pour ses zones privilégiées.

VALMONT, André. Montrouge (France),
Éditions EMAM, 1994, 208p.

Les mutations mondiales sont aujourd'hui stimulées par les changements technologiques. Les conséquences de la révolution technologique sont très larges : elles déterminent les résultats économiques des pays, mais provoquent aussi beaucoup de problèmes sociaux. Il paraît que l'Europe occidentale, en dépit du succès de

l'intégration très avancée, a perdu son rôle dans la société mondiale. Est-ce qu'existe la voie qui va permettre de résoudre les problèmes de cette région et retrouver sa place dans le monde ? L'ouvrage présenté ici est un essai de répondre à cette question de façon individuelle.

Il se compose de deux grandes parties dont la première est consacrée à la reconstruction européenne après la Deuxième Guerre mondiale, à la chute du communisme (1945-1989), et la deuxième, aux relations entre les ex-alliés du monde libre et les pays du Sud.

Au début de la première partie, l'auteur exprime l'idée qu'il faut chercher la genèse des désordres contemporains et la place de l'Europe dans le monde par les décisions politiques qui ont été prises en 1945.

Pendant 23 ans, l'Europe a bénéficié d'une aide financière et économique américaine dans le cadre du Plan Marshall. Comme conséquence, l'auteur indique les investissements américains en Europe occidentale et l'affluence la main-d'œuvre étrangère, surtout en provenance des pays du Sud. On peut non seulement analyser cette constatation dans cette deuxième partie, mais aussi se demander quelles auraient les structures industrielles européennes et combien de temps aurait besoin l'Europe occidentale sans support américain pour reconstruire les structures économiques traditionnelles et construire les industries modernes.

L'étape suivante de développement en Europe a été marquée par deux chocs pétroliers qui ont changé la situation économique et politique